

[Oxford University Press' redaction of Calvet's chapter about the Summer Institute of Linguistics](#)

As Sondheim said in 1962, "[A funny thing happened on the way to the forum](#)". This time around, in 1998, the forum in question was that slice of public scholarship privately owned by Oxford University Press, and the funny thing was funny-peculiar but not a-laugh-a-minute like the Broadway show. Oxford and its venerable Syndics covertly censored its English "translation" by M. Petheram of L.-J. Calvet's 1987 book *La Guerre des langues & les politiques linguistiques* (Payot, Paris, 1987, ISBN 222814200X). Bad enough that the kack-handed translator (or his monolingual editor) rendered the title as "*Language Wars & Linguistic Politics* [sic]" (ISBN 0198700210/0198235984) in disregard of the gender distinction in French between *politics* and *policy*. Far worse for any user of the Oxford edition, Chapter 14 ("Politique linguistique et impérialisme; l'Institut Linguistique d'Été", pp. 205-14) got disappeared *in toto* (as the lawyers say), without the intellectual honesty to note the fact of removal, not to mention its cause. S.I.L. obviously prefers to run below the radar. The above link gives the original French text which was so sneakily zapped, as well as the table of contents of the censored OUP edition. (In this case at least, the Rumsfeldian dictum fails, and "absence of evidence" IS indeed "evidence of absence".) I stumbled on this conspiratorial caper while updating the references for my squib [Bailey-bridge to oil doom: Kay Williamson reveals S.I.L.'s official role in the maladministration of the post-Biafran Niger Delta](#).

UPDATE: Prof. Calvet confirms by email (1 July 2007) that the surreptitious removal of [his Chapter 14](#) from the English "translation" of his 1987 book was an act of "self-censorship" ("auto-censure") on the part of Oxford University Press under pressure from "a host of lawyers" (though precisely *whose* lawyers, it's still necessary to pin down for sake of the public record — OUP whistleblowers please take note).

UPDATE 2: [English translation](#) (6 pp. 8.5 x 11 inches) of the surreptitiously disappeared chapter, prepared and posted here at the suggestion of Prof. Calvet, who fortunately retains translation rights (email, 2 July 2007).

UPDATE 3: Petheram is untraceable, while the OUP editorial office pleads inability to access paper-based archives documenting the affair (email from John Davey, 2 September 2007).

UPDATE 4: SIL/WBT is not the only authoritarian cult that knows how to leverage British libel law, nor is OUP the only British publisher to cower:

"This is hardly the first book to cast an unflattering light on the scientologists. But 'Going Clear' will garner attention if only because of the reputation of its author, who, the New York Times says, is "known for his thoroughness" as a reporter. He has, the paper reports, received numerous threatening letters from lawyers for the Church while the UK publisher of the book, Transworld, recently pulled out and scrapped its printing without explanation. It will be published by Knopf in the US with a first run of 150,000 copies." [source](#)

LOUIS-JEAN CALVET

DU MÊME AUTEUR

aux éditions Payot :

Roland Barthes, un regard politique sur le signe (1973).
Linguistique et colonialisme, petit traité de glottophagie (1974).
Pour et contre Saussure (1975).
La production révolutionnaire : slogans, affiches, chansons
(1976).
Les jeux de la société (1978).
Langue, corps, société (1979).
L'automne à Canton (1986).

aux éditions du Seuil :

Cent ans de chanson française (en collaboration) (1972).

aux éditions Seghers, collection « Poésie et chanson » :

Pauline Julien (1974).
Joan Pau Verdier (1976).

aux Presses Universitaires de France :

Les sigles (1980).
Les langues véhiculaires (1981).
La tradition orale (1984).

LA GUERRE DES LANGUES

ET LES POLITIQUES
LINGUISTIQUES

ISBN 222 814 200 X



PAYOT, PARIS
106, Boulevard Saint-Germain

1987

n'a pas été cherchée du côté d'une logique interne de la langue (en partant par exemple de la forme traditionnelle **hiraku**) mais du côté d'une logique externe, en jouant sur la forme écrite des chiffres : le 7 ressemble à un instrument aratoire, le 8 ressemble à une fourmi, etc.

On voit la valeur politique du cas shuar, qu'il faut apprécier à la lumière du sort réservé aux autres cultures indiennes d'Amérique du Sud et, plus largement, aux minorités culturelles à travers le monde. Dans le meilleur des cas, en effet, la guerre des langues se traduit par une partition de classes d'âge : les enfants apprennent, à l'école, la langue nationale, souvent héritée d'une époque coloniale, tandis que les adultes apprennent éventuellement à écrire une langue locale. Et cette situation, si elle n'évolue pas vers l'introduction des langues locales à l'école, implique que les langues premières soient peu à peu limitées à des fonctions uniquement grégaires, repoussées vers un usage familial, avec, à terme, un risque de disparition. En particulier, le fait que les enfants n'apprennent pas à écrire la même langue que leurs parents creuse entre eux un fossé qui pourrait, en une ou deux générations, être fatal à la langue première.

Les shuars ont pour leur part adopté une solution radicale (pas seulement d'ailleurs dans le domaine linguistique, mais aussi dans la gestion de leur économie, de leurs terres, etc.), et se sont donné les moyens techniques de cette solution. Ce microcosme de politique linguistique et de planification est à ce titre exemplaire : il nous montre que les empires linguistiques qui se constituent lentement à travers le monde, qu'ils soient francophones, anglophones, russophones ou hispanophones, ne sont pas une fatalité et qu'il est possible de lutter pour un espace de différence dans cet univers tendant vers l'uniformité.

CHAPITRE 14

POLITIQUE LINGUISTIQUE ET IMPÉRIALISME : L'INSTITUT LINGUISTIQUE D'ÉTÉ *

Nous avons, dans les trois chapitres précédents, analysé des cas de politiques linguistiques menées dans leur grande majorité par des Etats (la Chine, l'Inde, la Guinée, la Turquie, la Norvège), et dans un cas (les shuars) par une minorité nationale d'un Etat. Je voudrais aborder maintenant un cas de figure un peu différent, celui des **politiques linguistiques par délégation**, c'est-à-dire des politiques menées au sein d'un Etat et au nom de l'Etat, par un élément extérieur à l'Etat, l' « Institut Linguistique d'Été ».

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le « Summer Institute of Linguistics », créé en 1934 par le pasteur presbytérien Cameron Townsend et légalisé en 1942 dans l'Etat de Californie, tire son nom du fait qu'il organise chaque été, dans différents pays, des stages de formation à la description linguistique, son but initial étant d'une part de décrire les langues non décrites du monde (c'est dire qu'il se proposait d'intervenir essentiellement dans ce que nous appelons aujourd'hui le tiers monde), et d'autre part de traduire la Bible dans ces différentes langues. A cet effet, en

* Version élargie et enrichie d'un texte publié en 1981 dans *Le Monde Diplomatique*, « Évangélisation et Impérialisme Culturel ».

Le Summer Institute of Linguistics dans le monde

(entre parenthèses, la date d'arrivée dans le pays)

- MEXIQUE (1935), 372 personnes.
 PEROU (1945), 234 personnes. En avril 1976, le gouvernement de Morales Bermudez ordonne au SIL de quitter le pays, mais il reviendra ensuite sur sa décision et signe en janvier 1977 un nouveau contrat de cinq ans.
 EQUATEUR (1952), 100 personnes.
 GUATEMALA (1952), 91 personnes.
 HONDURAS (1960), 4 personnes.
 BOLIVIE (1955), 115 personnes.
 BRÉSIL (1956), 302 personnes. En novembre 1977, sur ordre du ministère de l'intérieur, le SIL doit se retirer des aires tribales, en conservant des bases à Porto-Velho, Culaba, Belem et Manaus.
 COLOMBIE (1962), 217 personnes.
 PANAMA (1970), 17 personnes.
 SURINAM (1967), 20 personnes.
 CHILI (1977).
 PHILIPPINES (1953), 251 personnes.
 PAPOUASIE-NOUVELLE GUINÉE (1956), 546 personnes.
 VIETNAM DU SUD (1957), 66 personnes qui quitteront le pays en 1975 à la chute du gouvernement de Saïgon.
 CAMBODGE (1971), 2 personnes qui quittent le pays en 1975, lors de la chute de Lon Nol.
 AUSTRALIE (1961), 82 personnes.
 ILES SALOMON (1977).
 INDE (1966).
 NEPAL (1966), 83 personnes, toutes expulsées par le gouvernement en 1976.
 INDONESIE (1971), 81 personnes.
 MALAISIE (1977).
 ETHIOPIE (1973).
 SOUDAN (1974).
 KENYA (1977).
 TCHAD (1977).
 GHANA (1962), 46 personnes.
 NIGERIA (1962), 71 personnes que le gouvernement remplacera en 1976 par des citoyens nigériens.
 CAMEROUN (1967), 71 personnes.
 TOGO (1967), 65 personnes.
 COTE D'IVOIRE (1970), contrat avec l'université d'Abidjan.
 HAUTE-VOLTA (1974), 57 personnes¹.

1942, Townsend crée une organisation jumelle, la Wydcliffe Bible Translators, l'ensemble SIL-WBT se consacrant à l'évangélisation et à l'éducation des indigènes un peu partout dans le monde. A titre indicatif, on trouvera dans le tableau ci-contre un état de sa présence dans le monde en 1978 : 3 700 personnes travaillant dans 29 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Océanie sur 675 langues.

Placé sous la responsabilité scientifique du linguiste et missionnaire américain Kenneth Pike, l'Institut, comme on le voit dans le tableau, est donc installé dans un certain nombre de points stratégiques dans le monde, dont il a été parfois obligé de partir (Brésil, Népal, Vietnam, Cambodge...), en particulier lorsqu'un gouvernement favorable aux Etats-Unis d'Amérique était déchu, détail qui ne manque pas d'intérêt.

En 1947, le groupe SIL-WBT se dote d'un important instrument logistique, le Jungle Aviation and Radio Service (JAARS), qui gère les transports aériens, les communications radios et la maintenance du matériel dans tous les endroits où les missionnaires-linguistes sont installés. Le JAARS donne au SIL-WBT une grande autonomie de transport et de communication : il a dans certains pays obtenu le droit de survol du territoire, lui permettant d'aller directement des USA à ses bases missionnaires, sans passer par un aéroport local (ni, par conséquent, une douane locale).

Dans les pays qui apparaissent dans le tableau ci-contre, le SIL travaille soit en accord avec le gouvernement, soit en relation avec une université, ses membres étudient les langues locales, publient (dans la grande majorité des cas en anglais) des textes scientifiques sur ces langues, alphabétisent dans certains cas les indigènes et, bien sûr, traduisent la Bible dans ces langues. Dans l'ensemble, le SIL mène donc de front une campagne d'évangélisation, d'alphabétisation, et une activité scientifique dont on peut suivre les résultats à travers ses publications, et s'apparente à ce titre à d'autres organisations humanitaires qui interviennent un peu partout dans le monde, ou du moins s'apparenterait s'il n'y avait les différents problèmes que nous allons maintenant présenter.

1. Ces chiffres sont cités dans *El ILV en Mexico*, Colegio de etnologos y antropologos sociales, Mexico 1979.

LES PREMIÈRES CRITIQUES

C'est en Colombie que des voix commencent à s'élever contre les pratiques du SIL-WBT-JAARS. Le général José Joaquim Matallana, directeur de la Sécurité colombienne, déclare en 1974 devant le congrès que le groupe « *se livre au trafic d'émeraudes à Tunebia, au trafic de stupéfiants dans les plaines orientales, à la recherche et à l'exploitation des ressources naturelles, à la stérilisation chirurgicale et au contrôle obligatoire de la natalité dans les communautés de l'Arauca...* » Et un an plus tard, le député colombien Napoleon Peralta dénonce devant le même congrès, le 14 octobre 1975, l'existence d'une base militaire nord-américaine dans la Sierra de la Macarena, avec pour appui logistique la base SIL de Lomalinda.

Les dénonciations se répandent alors à travers le continent. Au Pérou, en 1975, le bruit court que le SIL va être expulsé incessamment par le gouvernement, après une longue campagne de presse lui prêtant des contacts avec la CIA et l'accusant d'exploiter directement l'or et l'uranium. Au Mexique, le 8 octobre 1975, un groupe d'anthropologues, de sociologues et d'étudiants travaillant dans les régions indiennes dénoncent les activités du SIL dans un texte envoyé au président de la république et connu sous le nom de *Denuncia de Patzcuaro*. En novembre 1975, la presse équatorienne titre prudemment « *La Colombie met fin au contrat avec une organisation américaine qui opère aussi en Equateur* »², tandis que le département d'anthropologie de l'Université catholique de Quito publie en février 1976 un document d'une dizaine de pages, *Qu'est-ce que l'Institut linguistique d'été?*, dénonçant le rôle joué par le SIL en Equateur, en particulier dans sa base amazonienne de Limoncocha.

En fait, pour ce qui concerne la Colombie, le président de la république, Alfonso Lopez Michelsen, avait déclaré le 14 février 1975 qu'il allait se débarrasser peu à peu des

2. *El Comercio*, 21 novembre 1975.

missionnaires du SIL et les remplacer par des chercheurs colombiens; mais un an plus tard, le 14 février 1976, le ministre de l'éducation, Hernando Duran, envoie à Cameron Townsend une lettre de soutien dans laquelle il lui renouvelle sa confiance³. On assiste à un scénario semblable au Pérou où, après avoir constitué en janvier 1977 une commission d'enquête, le gouvernement déclare le 2 avril que le pays « a besoin du travail des linguistes du SIL ». Au Brésil par contre, le 23 novembre 1977, le gouvernement annonce qu'il refuse de renouveler les visas de 150 missionnaires du SIL-WBT. En Colombie, en septembre 1978, on accuse le SIL-WBT-JAARS d'opérer avec des avions fournis par l'armée américaine et pilotés par des vétérans de la guerre du Vietnam⁴, etc.

Je ne cite ici que certains points marquants d'une campagne qui, en quatre ou cinq ans, dans cinq ou six pays d'Amérique latine et centrale, accuse le groupe SIL-WBT-JAARS :

- d'avoir des liens avec la CIA ;
- d'organiser, sous prétexte de centres de formation, des camps d'entraînement à la lutte anti-guérilla (en particulier en Colombie et au Mexique) ;
- de trafiquer l'or, l'uranium, les émeraudes, la drogue ;
- de pratiquer la stérilisation forcée des Indiens ;
- d'avoir des liens avec la recherche pétrolière américaine, etc.

A ces accusations graves, et ne reposant finalement que sur des présomptions, s'ajoutent des reproches moins spectaculaires mais à la fois aussi importants et mieux fondés :

— Le but premier, avoué, du SIL-WBT est d'évangéliser les Indiens et de traduire la Bible, ce qui certes permet un certain travail scientifique sur leurs langues mais en même temps occulte les cultures locales : l'évangélisation opère comme un véritable rouleau compresseur.

— Ce prosélytisme crée une guerre de religion factice entre

3. Lettre publiée dans *El Espectador*, Bogota, 20 février 1976.

4. Dépêche IPS, 20 septembre 1978, Bogota, Colombie.

évangélistes et catholiques au sein des communautés indiennes, les Américains (évangélistes) et les Espagnols (catholiques) se disputant les « clients ». A ce propos, j'ai moi-même noté en Equateur, en juillet 1980, lors d'un stage de formation de moniteurs d'alphabétisation, que toutes les oppositions théoriques, politiques ou pédagogiques qui apparaissaient se ramenaient en fait à des oppositions religieuses et que les Indiens évangélistes s'opposaient à la politique du gouvernement parce qu'elle était soutenue par des catholiques. Chez les shuars, à la même époque, j'ai recueilli une chanson caractéristique de cette guerre de religion, lancée trente ans avant par les catholiques, alors qu'un pasteur protestant voulait s'installer sur place. Un « chœur de combat » allait, devant le temple, chanter : *Protestantes non mentais, Vuestra Iglesia no es de Cristo, Cada recto que formais, Obra fue de algun ministro, Soy cristiano, soy catolico, apostolico hasta morir...*⁵.

— Le SIL opère dans le plus grand mépris des cultures locales : au Mexique, il interdit aux Indiens la consommation des « animaux immondes » qui sont leur principale nourriture ; chez les Aucas d'Equateur, il remplace les boissons fermentées traditionnelles (du type *chicha*) par du Coca Cola, etc.

— Pour changer de continent, il est intéressant de rapporter le témoignage d'Angela Gilliam sur le SIL-WBT en Papouasie-Nouvelle Guinée⁶.

L'auteur décrit tout d'abord la base de Ukarumpa, occupée par les missionnaires, qui « ressemble à une base de l'US Army avec son PX » (sorte de cantine militaire en forme de supermarché vendant des produits américains). Puis elle analyse le travail du SIL : « Le gouvernement national n'ayant pas fondamentalement changé la politique linguis-

5. « Protestant, ne mentez pas, votre église n'est pas du Christ. Chaque curé que vous formez est d'un autre ministère. Je suis chrétien, catholique, apostolique jusqu'à mourir. »

6. A. Gilliam, Language and « Development » in Papua New Guinea, *Dialectical Anthropology*, 8, 1984, pp. 309-312.

tique coloniale, les visées des agences coloniales d'avant l'indépendance — églises et administration coloniale — qui amenèrent le SIL-WBT en Papouasie-Nouvelle Guinée demeurent... »⁷. Surtout, elle souligne le déséquilibre étonnant entre les publications du SIL en anglais et dans les langues locales : « Le travail linguistique à tonalité scientifique est écrit en anglais, ce qui renforce la réputation internationale de l'auteur en tant qu'expert, les quelques œuvres écrites dans les langues de Papouasie-Nouvelle Guinée nouvellement transcrites sont parfois des manuels de langue pour débutants ou des livres sur la nutrition, parfois des livres de devinettes et de sermons »⁷. D'un côté, dit-elle, on trouve en anglais le code technique des linguistes (par exemple *Barai Derivational Operations vs Universal Passivization and Antipassivization*), de l'autre, dans les langues locales, des textes paternalistes et creux (*Comment vivaient les juifs et autres coutumes bibliques...*). Elle conclut : le travail central du SIL-WBT n'est pas d'engager un débat sur la politique linguistique du pays, mais de convertir et de diffuser la Bible.

Face à ces critiques convergentes, le SIL a bien entendu réagi, dans des documents voulant démontrer sa bonne foi, en particulier *Exposicion de la filosofia y los metodos del Instituto Linguistico de Verano en el Peru* (août 1976) et *Instituto Linguistico de Verano en Ecuador* (décembre 1979). Et si les attaques que je viens de résumer ne sont pas toujours très précises, les réponses aux « calomnies » brillent par leur vague.

Ainsi, dans le document publié à Quito, affirme-t-on :

— Que l'entrée des territoires où travaille le SIL est libre, sauf lorsque la sécurité des visiteurs n'est pas assurée (faut-il rappeler qu'il s'agit là de territoires équatoriens ?).

— Que le règlement intérieur du SIL interdit à ses membres tout contact avec des services de renseignement.

7. *Op. cit.*, p. 311.

— Que le SIL ne cherche à imposer aucune religion (mais le texte oublie ici que le SIL est étroitement lié au WBT, pour ne pas dire confondu avec lui).

— Qu'aucun membre du SIL ne pratique le trafic de la drogue.

Ces réponses, se situant sur le plan des principes généraux, ne peuvent faire oublier un certain nombre de questions. Par exemple, le major Herber Brusow, un des responsables en 1980 du SIL en Colombie, est-il ou non le même homme qui, en Bolivie, fut impliqué dans la liquidation de Che Guevara⁸ ? Et que penser de ce texte, publié par le SIL lui-même en 1959 :

« Pour atteindre l'âme de l'Indien, il faut comprendre sa psychologie, et ceci se fait au moyen de sa langue. Pour gagner l'Orient, pour exploiter ses richesses économiques, il faut incorporer l'Indien à la culture nationale. Le premier pas dans ce processus est l'alphabétisation, au cours de laquelle l'indigène apprend à écrire et à lire sa propre langue qui sert de pont vers un apprentissage de l'espagnol »⁹.

On a du mal, d'une part, à croire qu'il traduit un désintérêt pour les richesses économiques du sous-sol (l'Orient est, en Equateur, la région amazonienne pétrolifère) ; on y voit, d'autre part, que l'alphabétisation dans les langues indiennes est conçue comme devant faciliter l'apprentissage de l'espagnol. Et lorsqu'on lit, à la première page du même document : *« Le SIL a maintenu depuis sa fondation une indépendance absolue face à toute entité gouvernementale, politique ou ecclésiastique »*, on se dit qu'à tout le moins le WBT est une fois de plus vite oublié : la traduction de la Bible et l'évangélisation sont-elles vraiment compatibles avec une indépendance « absolue face à toute entité... ecclésiastique » ?

En fait, il est évident que le premier but du SIL-WBT est d'évangéliser, et cela n'est après tout pas criticable si ce

8. Information donnée par le journal mexicain *El Dia* (19 juillet 1979).

9. *Estudios acerca de las lenguas Huarani (Auca), Shimigae y Zapata*, SIL, Quito 1959, p. 3.

prosélytisme s'accompagne du respect des cultures locales. Pour le reste, il est difficile de vérifier les différentes accusations qui, par définition, concernent des domaines flous. D'où vient par exemple l'argent du groupe ? Qui finance les missionnaires, leurs avions, leurs radios, leurs installations ? Des fondations philanthropiques, répond le document de Quito, citant l'Evangelische Zentralstelle für Entwicklungshilfe (RFA), le CIDA (Canada), l'USAID (USA) et le Rotary International. Or, pour ne prendre qu'un de ces organismes (et ce que j'écris sur lui n'a pas à rejaillir sur les autres), l'Agence américaine pour le développement international (USAID), le moins que l'on puisse dire est qu'il a parfois un comportement troublé. Philip Agee, un ancien agent de la CIA qui a consigné dans un livre ses souvenirs, explique que les missions d'aide technique de l'ICA (qui a précédé l'USAID) comportent souvent des techniciens américains qui travaillent avec les services de police locaux, et il ajoute : *« Les missions de sécurité publique sont très utiles à la CIA car elles servent de couverture aux agents qui sont envoyés pour travailler à plein temps avec les services de renseignement de la police... »*¹⁰. Quant aux liens du SIL avec la recherche pétrolifère américaine, l'exemple suivant les éclairera quelque peu.

LE CAS DE L'ÉQUATEUR

Le Summer Institute of Linguistics est installé en Equateur depuis 1952 et il en sera chassé par le gouvernement, après diverses péripéties, en 1982. Il s'est installé en Amazonie, dans le centre de Limoncocha, où il possède 1287 hectares concédés par l'Etat équatorien pour une période de 50 ans, sur lesquels il a construit logements, bibliothèque, bureaux, clinique, aéroport, ateliers de maintenance, installation radio, station météorologique, terrain de golf, école privée pour les enfants du personnel, etc., une véritable base important directement sa nourriture des USA par ses propres avions. Le

10. P. Agee, *Journal d'un agent secret*, Paris 1976, p. 61.

contrat signé avec le gouvernement équatorien donnait d'ailleurs au SIL une grande liberté :

- Libre entrée des membres du SIL sur le territoire.
- Exonération totale d'impôts présents et à venir sur tout le matériel importé.
- Permission de revendre le matériel automobile sur place après quatre ans d'utilisation.
- Permission aux avions du SIL (c'est-à-dire de la JAARS) de survoler le territoire équatorien.
- Exonération totale d'impôts sur les biens possédés par le SIL, etc.¹¹.

En échange, précise le texte officiel de cette convention, le SIL doit œuvrer au développement des langues locales d'Amazonie, étudier le folklore, la flore, la médecine traditionnelle.

Je n'ai trouvé nulle part la moindre évaluation officielle du travail du SIL, mais j'ai en revanche trouvé un document élaboré par le Centre d'Alphabétisation de la Faculté catholique de Quito qui donne la liste d'un certain nombre de griefs à l'encontre du SIL :

- On n'aurait publié, à Limoncocha, que quelques études linguistiques partielles sur les langues des Indiens.
- Il n'existe aucun matériel pour l'alphabétisation des adultes.
- Le SIL assure la commercialisation de l'artisanat, vendant les objets trois fois plus cher qu'il ne les paie aux Indiens.
- Il a transformé Limoncocha en centre touristique, en liaison avec le *Flotel Orellana*, un bateau qui promène des touristes sur l'Amazone.

Mais il y a plus grave. L'avion étant le seul moyen d'accès à Limoncocha, et seuls les avions du SIL assurant à l'époque la liaison avec l'extérieur, c'est l'Institut qui a introduit dans la région les sociétés nord-américaines de recherche pétrolière. En 1964, il introduit le premier géologue américain venu

11. *Registro Oficial, organo del gobierno del Ecuador*, 19 mai 1971, convention signée par J.-M. Velasco Ibarra, alors président de la république.

prospector et, depuis 1972, la Texaco Gulf exploite le pétrole de l'Orient en utilisant l'infrastructure (en particulier les avions et la radio) du SIL. Un coup d'œil sur la carte montre d'ailleurs qu'il y a une étrange coïncidence entre les zones d'implantation du SIL et les zones d'exploitation de la Texaco Gulf... Mais, selon le texte publié à Mexico¹², le SIL aurait travaillé en Equateur pour quatre compagnies nord-américaines : deux s'intéressant à l'exploitation du bois, la Georgia Pacific et la Boise Cascade, et deux s'intéressant au pétrole, la Texaco Gulf et la Shenandoah Oil.

Cela fait, évidemment, beaucoup de coïncidences, et il est difficile de croire au total désintéressement du SIL. Que penser, dès lors, des autres accusations ? Il est vrai que les pays d'Amérique latine sont soumis à une telle pression, à tant de coup d'Etats fomentés avec l'aide des services secrets nord-américains, qu'une certaine paranoïa peut les pousser à voir la main de la CIA dans n'importe quelle organisation US. Mais il y a dans ces faisceaux de données trop de convergences pour que l'on puisse accepter cette seule explication.

QUELLE POLITIQUE LINGUISTIQUE ?

Notre problème est cependant ailleurs : non pas de savoir si le groupe SIL/WBT/JAARS est ou n'est pas une émanation de la CIA, mais plutôt de se demander quel type de politique linguistique il développe.

Première remarque : sous couvert de décrire les langues locales, le SIL utilise le plus souvent l'alphabétisation comme moyen de faciliter l'apprentissage de la langue officielle (le document de 1959 cité plus haut est de ce point de vue très explicite). C'est-à-dire qu'il se situe dans une perspective que nous dirons « jacobine », en même temps qu'il pratique une

12. *El ILV en Mexico, op. cit.*, reprenant un texte de Scot Robinson, « Fulfilling the Mission : North American Evangelism in Ecuador », in Hvalkof et Aaby, *Introducing God in the Devil's Paradise*, annoncé comme « sous presse » et qui doit correspondre à Hvalkof et Aaby, *Is God an American? An Anthropological Perspective on the Missionary Work of the Summer Institute of Linguistics*, Denmark 1981, cité en bibliographie par A. Gilliam (voir note 6).

sélection des fonctions : la langue grégaire pour la religion (on traduit la Bible dans les langues locales), la langue officielle pour le reste. Introduisant les langues locales au temple, il les exclut donc de la cité, ménageant une voie royale aux langues officielles.

Deuxième remarque : le choix de politique linguistique que je viens de résumer est celui du SIL et non pas des Etats avec lesquels il a signé des conventions. Or ce problème est fondamental. Les différents pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique dans lesquels le SIL est implanté sont confrontés à un énorme problème de planification linguistique : faut-il choisir comme langue nationale l'ancienne langue coloniale (français, anglais, espagnol, portugais), ou au contraire introduire les langues locales, celles que parle réellement le peuple, dans la vie publique et l'enseignement ? Nous en avons vu des exemples dans les chapitres précédents. Peu de pays ont à ce jour choisi, et l'on voit le plus souvent la situation coloniale perdurer. Or le SIL risque de jouer en ce domaine un rôle central, pour lequel il n'est pas vraiment mandaté. Je parlais en début de chapitre d'une **politique par délégation**, on comprend ici le sens de cette expression : l'Etat laisse faire ce que peut-être il ne peut pas ou n'ose pas faire lui-même.

La troisième remarque concerne l'idéologie véhiculée par les textes du SIL/WBT, en particulier les textes rédigés en langues locales et distribués aux indigènes. On trouve dans l'ouvrage déjà cité, *El ILV en Mexico*, une analyse de ces textes dont il ressort un certain nombre de traits constants :

— Une tendance à renforcer l'individualisme, le sens de l'effort solitaire, et à bannir toute idée de coopération, de solidarité sociale : le groupe n'existe qu'en référence à la punition et à la vengeance.

— Une présentation idéalisée des appareils politiques, administratifs et répressifs de l'Etat mexicain.

— Une présentation des USA comme expression la plus achevée de la société idéale, produite par « le peuple choisi par Dieu ».

— L'introduction d'une morale rigide et puritaine.

— La volonté de dénigrer les « tribus » au profil d'un idéal de société nationale dans laquelle l'Indien doit s'insérer, etc.¹³.

En Amazonie Equatorienne, les Shuars dont nous avons déjà parlé n'évaluent pas la présence du SIL de façon plus positive. Après avoir souligné l'intérêt du travail linguistique des missionnaires, un document de la Fédération reproche aux missions évangéliques et au SIL « d'avoir été un facteur de division et de désintégration », d'avoir mené une guerre idéologique constante aux catholiques (les calomnies étaient réciproques, dit le document, jusqu'à Vatican II, puis sont restés le fait des évangélistes), en bref d'avoir eu une action contraire à l'objectif d'unification du peuple shuar¹⁴. Et il est intéressant de noter au passage que jamais ce texte ne dissocie les linguistes du SIL des missionnaires évangélistes.

On voit que s'il est difficile d'affirmer que l'ensemble SIL/WBT/JAARS a des liens directs avec la CIA, il n'en demeure pas moins que son action déborde largement du cadre auquel il prétend lui-même se limiter. Le groupe mène en différents points du globe un politique linguistique qui, sous couvert d'agir en faveur des langues locales, travaille en fait pour le pouvoir central, laminant les cultures, les coutumes, les croyances des groupes minoritaires, au profit de l'idéologie de l'Etat. Il mène par ailleurs de front une campagne de prosélytisme religieux et une campagne de propagande pour le modèle américain. Et, sur tous ces points, il agit finalement par délégation, au nom des pouvoirs locaux, ce qui constitue un rêve pour les services secrets US s'ils jouent un quelconque rôle dans cette entreprise. Ainsi, si ces linguistes-là riment avec impérialistes, leur impérialisme est ambigu : celui des Etats-Unis, sans doute, mais aussi celui du pouvoir central, dans chacun des pays concernés, qui se décharge sur eux d'une planification qu'il ne peut mener à bien lui-même.

13. *Op. cit.*, pp. 17-18.

14. *Solucion original a un problema actual, Federacion de Centros Shuar, Sucua 1976*, pp. 109-110.

- G. Williams, « Language Planning or Language Expropriation? », à paraître in *Journal of Multilingual and Multicultural Development*.
- M. Yaguello, *Les fous du langage*, Paris 1984.
- J. Yanco, *Niamey, une communauté bilingue*, non publié, Niamey, 1983.
- Yang Jian, « Problèmes de chinois contemporain », *La crise des langues*, Paris 1985.
- Zhou Youguang, « Modernization of the Chinese Language », *International Journal of Sociology of Language*, N° 59, 1986.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
------------------------	---

Première partie

AUX ORIGINES DU CONFLIT

Chapitre 1 : LA QUESTION DES ORIGINES.	15
Chapitre 2 : LES RELIGIONS ET LA LANGUE	32
Chapitre 3 : UN MONDE PLURILINGUE.	43
Bilinguisme et diglossie	43
Le « révélateur » français	49
L'écriture	59
Chapitre 4 : LES IDÉOLOGUES DE LA SUPÉRIORITÉ	63
Les Grecs, les barbares et les autres	63
Du Bellay et sa Défense	67
Rivarol et l'universalité de la langue française	71
Les idéologues de la guerre	74

Deuxième partie

LE CHAMP DE BATAILLE

Chapitre 5 : LE GRÉGAIRE ET LE VÉHICULAIRE	79
Le pôle grégaire	79
Le pôle véhiculaire.	81

L'exemple du gavot	82
Pygmalion et Dominici	84
L'île Maurice	87
Langue et appartenance	90
Chapitre 6 : LA BATAILLE FAMILIALE	95
L'exemple sénégalais	96
Langue paternelle ou maternelle ?	98
De la langue maternelle à la langue nationale	101
La famille contre la société	103
Chapitre 7 : DES MARCHÉS ET DES LANGUES	107
Les marchés de Canton (Chine)	109
Les marchés de Brazzaville (Congo)	113
Le petit marché de Niamey (Niger)	117
Le marché et la gestion du plurilinguisme	121
Chapitre 8 : LE PHÉNOMÈNE VÉHICULAIRE	124
L'exemple du quechua	125
Les facteurs de l'expansion véhiculaire	130
Et pourtant ils communiquent	134
Chapitre 9 : LA MORT DES LANGUES	137
Nous parlons des langues mortes	138
La disparition des langues	140
Le quechua de Cochabamba	143
La mort des langues	146
Linguistique et sociolinguistique	149

Troisième partie

DANS LES ÉTATS-MAJORS

Chapitre 10 : POLITIQUE LINGUISTIQUE ET PLANIFICATION : PREMIÈRE APPROCHE	153
Chapitre 11 : ÉTUDES DE CAS : LA GESTION DU PLURILINGUISME	161
Le cas de la Chine	161
Le cas de l'Inde	169

Le cas de la Guinée	176
Discussion	180
Chapitre 12 : ÉTUDES DE CAS : PLANIFICATION LINGUISTIQUE ET NATIONALISME	184
Le cas de la Norvège	184
Le cas de la Turquie	188
Discussion	191
Chapitre 13 : ÉTUDE DE CAS : LA LUTTE LINGUISTIQUE DES JIVAROS D'ÉQUATEUR	196
Chapitre 14 : POLITIQUE LINGUISTIQUE ET IMPÉRIALISME : L'INSTITUT LINGUISTIQUE D'ÉTÉ	205
Présentation générale	205
Les premières critiques	208
Le cas de l'Équateur	213
Quelle politique linguistique ?	215
Chapitre 15 : LA GUERRE DES ÉCRITURES	218
L'exemple des alphabets manding	218
L'exemple soviétique	221
L'exemple chinois	225
Discussion	231
Chapitre 16 : LA GUERRE DES MOTS	234
Première approche	234
L'exemple du bambara	236
Néologie et idéologie	240
Chapitre 17 : GUERRE DE TRANCHÉES : LE CAS DU FRANÇAIS	246
L'expansion du français	246
Les raisons de l'expansion puis du repli de la langue française	249
Guerre d'escarmouche au Québec	251
La « défense » du français	256
Entre inefficacité et chauvinisme	258
La francophonie	262

Chapitre 18 : L'ILLUSION PACIFISTE ET L'ESPÉRANTO	271
Jalons historiques	271
L'idéologie espérantiste	275
Approche sociolinguistique	278
CONCLUSION	281
BIBLIOGRAPHIE	285

Language Wars and Linguistic Politics

LOUIS-JEAN CALVET

Translated by
Michel Petheram

OXFORD UNIVERSITY PRESS

1998

Oxford University Press, Great Clarendon Street, Oxford OX2 6DP

Oxford New York

Athens Auckland Bangkok Bogota Bombay
Buenos Aires Calcutta Cape Town Dar es Salaam
Delhi Florence Hong Kong Istanbul Karachi
Kuala Lumpur Madras Madrid Melbourne
Mexico City Nairobi Paris Singapore
Taipei Tokyo Toronto Warsaw

and associated companies in
Berlin Ibadan

Oxford is a trade mark of Oxford University Press

Published in the United States
by Oxford University Press Inc., New York

© Louis-Jean Calvet 1998

Translation © Oxford University Press 1998

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced,
stored in a retrieval system, or transmitted, in any form or by any means,
without the prior permission in writing of Oxford University Press.
Within the UK, exceptions are allowed in respect of any fair dealing for the
purpose of research or private study, or criticism or review, as permitted
under the Copyright, Designs and Patents Act, 1988, or in the case of
reprographic reproduction in accordance with the terms of the licences
issued by the Copyright Licensing Agency. Enquiries concerning
reproduction outside these terms and in other countries should be
sent to the Rights Department, Oxford University Press,
at the address above

This book is sold subject to the condition that it shall not, by way
of trade or otherwise, be lent, re-sold, hired out or otherwise circulated
without the publisher's prior consent in any form of binding or cover
other than that in which it is published and without a similar condition
including this condition being imposed on the subsequent purchaser

British Library Cataloguing in Publication Data

Data available

Library of Congress Cataloging in Publication Data

[Guerre des langues et les politiques linguistiques. English]

Language wars and linguistic politics/Louis-Jean

Calvet; translated by Michel Petheram.

Includes bibliographical references and index.

1. Language and languages. 2. Language policy. 3. Language planning. I. Title.

P106.C27813 1997 306.44'9-dc21 97-39157

ISBN 0-19-823598-4

ISBN 0-19-870021-0 (pbk.)

10 9 8 7 6 5 4 3 2 1

Typeset by Best-set Typesetter Ltd., Hong Kong

Printed in Great Britain on acid-free paper by

Bookcraft (Bath) Ltd., Midsomer Norton

Contents

To the English Reader	ix
Introduction	xiii
PART I. The Origins of Conflict	1
1. The Question of Origins	3
2. Religions and Language	17
3. A Multilingual World	26
Bilingualism and Diglossia	26
French as a Touchstone	31
Writing	38
4. Ideologists of Superiority	41
Greeks, Barbarians, and Others	41
Du Bellay and his 'Defence'	44
Rivarol and the Universality of French	47
Ideologists of the Wars	50
PART II. The Battlefield	53
5. Lingua Francas and Vernaculars	55
The Tendency to a Vernacular	55
The Tendency to a Lingua Franca	56
The Example of Gavot	57
Pygmalion and Dominici	59
Mauritius	61
Language and Belonging	63
6. The Family as a Battlefield	67
The Case of Senegal	67
Mother Tongue or Father Tongue?	69
From Mother Tongue to National Language	72
The Family Versus Society	73
7. Markets and Languages	76
The Markets of Canton (China)	77

vi	<i>Contents</i>	
	The Markets of Brazzaville (Congo)	80
	The Little Market of Niamey (Niger)	84
	Markets and Multilingualism	88
8.	Lingua Francas	90
	The Example of Quechua	90
	Factors in the Spread of Lingua Francas	94
	And Yet They Do Communicate	98
9.	The Death of Languages	100
	We Speak Dead Languages	100
	The Disappearance of Languages	103
	The Quechua of Cochabamba	104
	The Death of Languages	107
	Linguistics and Sociolinguistics	109
PART III.	Among the Administrators	111
10.	Language Policy and Planning: First Approach	113
11.	Case Studies: The Management of Multilingualism	119
	The Case of China	119
	The Case of India	125
	The Case of Guinea	128
	Discussion	134
12.	Case Studies: Language Planning and Nationalism	137
	The Case of Norway	137
	The Case of Turkey	140
	Discussion	142
13.	Case Study: The Language Struggle of the Jivaro of Ecuador	146
14.	The War of Writing	153
	The Mandingo Alphabets	153
	The Soviet Example	155
	The Chinese Example	158
	Discussion	163
15.	The War of Words	166
	First Approach	166
	The Example of Bambara	167
	Neologisms and Ideology	170
16.	Trench Warfare: The Case of French	175
	The Growth of French	175
	The Reasons for the Growth and Subsequent Decline of French	177

	<i>Contents</i>	vii
	Skirmishes in Quebec	179
	The 'Defence' of French	182
	Between Ineffectiveness and Chauvinism	184
	French in the World	187
17.	The Pacifist Illusion and Esperanto	194
	Historic Landmarks	194
	The Ideology of Esperanto	198
	The Sociolinguistic Approach	200
	Conclusion	202
	Bibliography	204
	Index	209